Finafrica Bulletin

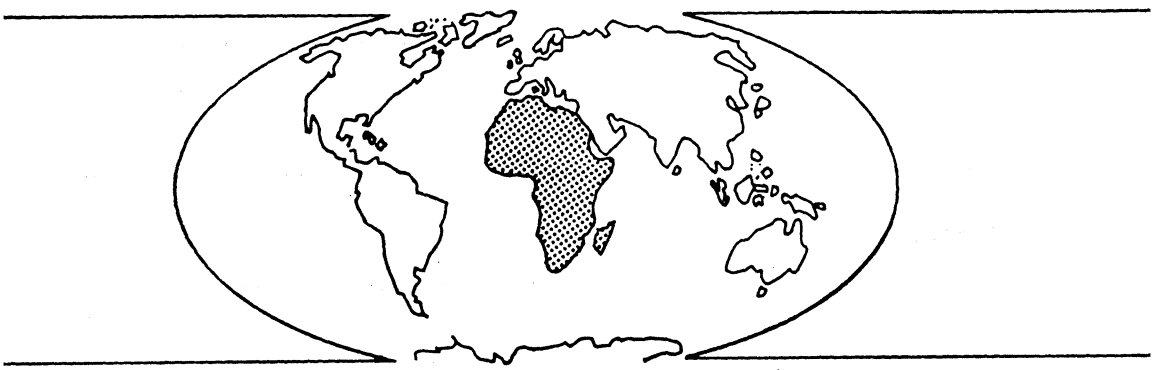


CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

2 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

2 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

BOARD OF EDITORS **CONSEIL DE REDACTION**

MANAGING EDITOR DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino), Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR ASSISTANT DE REDACTION

Mario Masini
(Università di Genova)

Contents

FINANCIAL AND CREDIT PLANNING IN TANZANIA *by C. Caselli* . 57

THE CONTRIBUTION OF SAVINGS BANKS TO NATIONAL DEVELOPMENT IN ZAMBIA *by H. Greisinger and E. Pistora* 58

MONEY AND CREDIT IN AFRICA 68

ITALIAN SURVEY 70

AFRICAN SURVEY 76

BOOK REVIEWS 79

Sommaire

PLANIFICATION DES FINANCES ET DU CREDIT EN TANZANIE *par C. Caselli* 47

LA CONTRIBUTION DES CAISSES D'EPARGNE AU DEVELOPPEMENT NATIONAL EN ZAMBIE *par H. Greisinger et E. Pistora* 67

MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE 68

NOUVELLES ITALIENNES 70

NOUVELLES AFRICAINES 76

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE 81

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin

PLANIFICATION DES FINANCES ET DU CREDIT EN TANZANIE

1. Introduction

De nombreux pays du Tiers Monde, et surtout ceux qui ont obtenu récemment leur indépendance, ont tenté de sortir de leur état de sous-développement soit en adoptant des mesures d'ordre structural, comme la nationalisation de secteurs entiers de l'économie, soit en introduisant différentes formes de planification plus ou moins étendues, plus ou moins coercitives et à différents échelons de perfectionnement. Quoi qu'il en soit, cela a créé un peu partout des problèmes sérieux et des difficultés objectives d'ordre politique, en ce qui concerne, notamment, les compétences des programmateurs, l'autonomie vis-à-vis des organes des pouvoirs publics, la maniabilité de l'économie, la disponibilité de données de base et ainsi de suite. L'étude du cas concret de la Tanzanie présente à cet effet un intérêt plus général, car il s'agit d'un pays qui occupe, parmi les Etats africains, une place toute particulière en raison de ses conceptions politiques et des réalisations concrètes qui en sont le fruit. On ne peut arriver à comprendre l'assise institutionnelle du système économique tanzanien, pas plus d'ailleurs que celle de son système financier, si l'on ignore le fait que la Tanzanie se définit elle-même comme un « Etat socialiste ». Bien que cette qualification n'ait ni la même portée ni le même contenu idéologique que pour certains pays de l'Est européen ou pour certaines expériences du Tiers Monde (il s'agit essentiellement d'un socialisme non marxiste qui s'inspire des traditions de solidarité de la structure tribale), elle n'en joue pas moins un rôle appréciable.

On comprend donc l'importance qu'a prise depuis 1967 — année où a été publiée la « Déclaration d'Arusha », document fondamental exprimant l'orientation idéologique du pays — l'organisation de mécanismes de planification économique et financière qui aient non seulement une valeur indicative, mais qui soient autant que possible rigoureux et obligatoires pour tous les secteurs de l'activité économique.

La planification s'articule actuellement sur différents niveaux: tout d'abord vient le Plan de Développement Quinquennal, qui constitue le document fondamental et qui se traduit par la planification annuelle; celle-ci se décom-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

pose à son tour en budget de développement du gouvernement central, plan annuel global, plan des finances et du crédit et plan des devises.
Comme on peut le voir, le système du crédit y est directement impliqué et remplit une fonction précise dans le cadre de la planification générale. Il devient donc intéressant de se demander ce qui a amené la Tanzanie à opérer une planification financière, comment celle-ci s'est concrétisée, dans quelle mesure les réalisations ont répondu aux attentes, et quels sont les problèmes qui se présenteront dans le futur (1).

2. La planification

Ce n'est qu'à partir de 1967 que l'on tenta sérieusement de donner naissance à un système de planification, mais le caractère dépendant de l'économie tanzanienne rendait cette opération extrêmement difficile. Il n'était guère possible en effet de prévoir l'allure générale des productions agricoles pas plus, d'ailleurs, que celle des rapports commerciaux avec l'étranger, ce qui rendait pratiquement irréalisable la définition d'objectifs réels dans de nombreux secteurs de l'économie. De là l'importance extrême d'une planification financière qui favoriserait la réalisation de certains objectifs comme la croissance des investissements, la rationalisation des projets de dépense du secteur public, la réalisation des politiques de redistribution des revenus, l'optimisation de l'allure prévue de la balance des paiements, la meilleure répartition des investissements entre les différents secteurs économiques et les différentes zones géographiques.
Ce n'est toutefois qu'en 1970 qu'apparaît pour la première fois la planification annuelle et celle-ci comprend également un plan annuel du crédit et un plan annuel des rapports de devises avec l'étranger.
Une étude comparative entre les objectifs prévus par les plans et leur réalisation nous montre l'apparition récurrente d'écarts si considérables que

(1) Voici quelques notions préalables sur la structure du crédit en Tanzanie: le système bancaire au sens strict se compose de la *Bank of Tanzania* qui exerce toutes les fonctions typiques de la banque centrale, et de deux banques commerciales, la *National Bank of Commerce* qui est de loin la plus importante, par les moyens qu'elle administre aussi bien que par l'extension territoriale, et la *People's Bank of Zanzibar* qui exerce son activité exclusivement dans les îles de Zanzibar et de Pemba. Il existe par contre toute une série d'autres intermédiaires financiers. Rappelons parmi les plus importants la *Tanzania Investment Bank*, la *Tanganyika Development Finance Company* et la *East African Development Bank* qui s'occupent du financement du développement économique surtout dans le secteur industriel, la *Tanzania Rural Development Bank* qui accorde des crédits à l'agriculture et aux activités annexes, la *Tanzania Housing Bank* qui finance la construction, la Caisse d'Epargne Postale qui collecte les épargnes privées et familiales, les instituts de prévoyance sociale et les assurances.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

l'on pourrait douter de la validité et de l'efficacité des plans eux-mêmes. Ces écarts dépendent à la fois des difficultés concrètes que nous avons mentionnées plus haut et de certaines défaillances structurales du mécanisme de planification.

Avant de passer à l'analyse détaillée des plans annuels sous cet aspect, il sera bon de remonter brièvement au plan quinquennal et aux schémas de budget annuel qui sont à la base de la planification financière. Ceux-ci font en effet ressortir deux exigences que la planification financière devrait combler, à savoir: trouver les fonds nécessaires pour réaliser les objectifs du plan et employer à cette fin les instruments les plus appropriés.

3. Le plan quinquennal et les plans annuels

S'il est vrai que le plan quinquennal d'abord, et les plans annuels par la suite, ont fait ressortir le problème de la corrélation entre programmes d'investissement et sources de financement, il n'en est pas moins vrai que leurs lacunes sont l'une des causes premières des considérables écarts qui continuent à se manifester, quantitativement aussi bien que qualitativement, entre les flux financiers programmés et les flux effectifs.

Une première critique concerne l'approximation qui a caractérisé certains calculs économiques en ce qui concerne le budget de développement de l'Etat: d'après les évaluations effectuées, on estimait que 17% environ des financements proviendraient d'un reste de partie courante, 40% d'autres sources internes et le reste de l'étranger (2). Même à la lumière des événements successifs il ne paraît guère que ces estimations fussent fondées, surtout en ce qui concerne les financements extérieurs (3).

On peut adresser les mêmes critiques aux autres aspects du plan: on a tenu pour acquis, par exemple, que les investissements du secteur privé croîtraient à un taux annuel de 7%, sans faire aucune mention des sources de financement mais en les supposant toutes intérieures.

Le point d'interrogation principal concerne toutefois les estimations du secteur semi-public. En réalité, le plan d'investissement du secteur semi-

(2) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, Dar es Salaam, 1969, vol. I.

(3) J. LOXLEY, *Financial Planning and Control in Tanzania*, dans *Towards Socialist Planning*, Dar es Salaam, 1972, p. 60 et suiv.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

public, comme celui du secteur privé, ne contenait que des objectifs de principe. Lorsque le plan a été rédigé, on savait bien peu sur l'aptitude du secteur semi-public à produire du surplus ou à préparer et perfectionner des projets d'investissement. Aucun programme d'investissement n'avait été prévu pour les organismes semi-publics dans les activités de production, hormis les infrastructures. Bien que tout un volume du plan fût consacré aux projets détaillés, bien peu d'entre eux avaient été examinés suivant des critères commerciaux ou socio-économiques. De plus, à l'époque, le secteur public avait une capacité très limitée à entreprendre une étude critique de ce genre (4).

Le manque de précision du plan a entraîné deux ordres de conséquences indésirables: tout d'abord, de nombreux projets ont été mis à exécution sans avoir été évalués dans tous les détails et sans qu'on se souciât s'ils s'appliquaient bien à une stratégie de développement socialiste, uniquement parce qu'ils figuraient dans la liste du plan. En second lieu, le plan se révélait incapable d'élaborer des stratégies en accord avec les buts politiques indiqués sous les termes de « socialisme » et de *self-reliance,* ce qui, surtout dans le secteur industriel, a conduit les collectivités semi-publiques à miser sur les projets pour lesquels on avait prévu des investissements étrangers, voire même un *management* étranger. Ces dernières années, les banques, le Trésor et le Ministère de la Planification pour le Développement (Devplan) ont resserré leur contrôle sur les investissements, sur les prêts et sur les accords de gestion entre organismes semi-publics et entreprises étrangères, mais il s'agit d'un contrôle *ex post* qui ne s'exerce que lorsqu'un certain projet a été développé, ce qui a peu d'influence sur la sélection des projets dans la phase initiale. On sent donc nettement le manque d'une stratégie de choix des investissements clairement établie par le plan.

Un autre point extrêmement délicat de la planification est constitué par la balance des paiements. On avait formulé des prévisions détaillées sur l'allure des importations et des exportations en tenant compte d'une part des perspectives d'investissements dans tous les secteurs et d'autre part des prix mondiaux et des possibilités de production sur place de chaque produit; on avait fait également une tentative de prévision sur le comportement des

(4) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Economic Survey and Annual Plan 1970/1971,* Dar es Salaam, 1970, p. 89.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

parties invisibles et sur le solde de la balance des paiements. Cependant, chemin faisant, bon nombre de ces prévisions se sont révélées sans fondement à cause de l'imprécision des données sur les investissements, sur les besoins d'importation qui s'y rattachaient, sur les sources et les conditions de financement des projets. Ces lacunes sont devenues manifestes en 1970, lors de l'aggravation de la situation de la balance des paiements et ont conduit à la rédaction d'un plan annuel des devises qui se base sur des contrôles rigides.

Quant aux schémas annuels de budget, le problème principal concerne la difficulté d'effectuer un contrôle rigoureux des dépenses courantes. Il est, en effet, assez évident que les limitations prévues par le plan quinquennal ne sont pas réalistes, car on n'a pas suffisamment analysé les rapports entre les dépenses en compte capital et les dépenses courantes que celles-ci engendrent au fur et à mesure (5), de même qu'apparaît clairement l'insuffisance du contrôle sur les dépenses courantes. Les ministres pourraient en effet dépenser à l'excès et plusieurs mois s'écouleraient avant qu'on puisse s'en apercevoir. Bien que la banque centrale vérifie soigneusement tous les paiements, on n'a prévu aucun contrôle des pièces à justification pour établir si une certaine somme allouée a été véritablement inscrite au budget au poste indiqué et si les fonds sont immédiatement disponibles. Le contrôle de la *Bank of Tanzania* se borne à la position globale du gouvernement en matière de recettes et de dépenses et, le cas échéant, à la position de dépense de chaque ministère; ce qui fait que les allocations individuelles peuvent être largement dépassées et les fonds transférés d'un poste à l'autre sans que la Banque le sache ou, apparemment, s'en intéresse. Ceci se produit parce que l'on présume que les contrôles sont du ressort du Trésor, mais, étant donné que les organes préposés agissent avec une extrême lenteur, ces contrôles sont pratiquement inexistants et une vaste sphère d'activité reste en dehors des rouages de la planification financière.

Un autre problème qui surgit lors de la préparation du budget concerne la répartition des fonds entre les différents ministères. Cette opération se déroule actuellement à travers une série de négociations, généralement officieuses, entre les différents ministères, le ministère du Trésor et de Devplan. Le Trésor établit des plafonds pour les dépenses courantes et le Devplan

(5) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1971/1972*, Dar es Salaam, 1971, p. 15.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

pour celles en compte capital. Etant donné le manque de formalité de la procédure, le résultat final est nettement influencé par les personnalités qui y sont impliquées à tous les échelons et par le degré d'efficacité de chaque ministère. La marge d'arbitraire qui s'ensuit pourrait être réduite si le gouvernement s'appliquait à établir des critères précis d'estimation des investissements. Or, il n'existe aucun critère systématique pour l'estimation des projets, et même s'il y en avait un la plupart des ministères ne sauraient préparer des études détaillées sur les possibilités de réalisation des projets et le Devplan ne serait pas en mesure de faire une estimation de ces projets. Ajoutons cependant que beaucoup de progrès ont été faits cette année pour introduire des équipes de planification auprès des ministères et pour opérer une certaine décentralisation, mais le problème des critères à adopter pour les dépenses courantes demeure encore sans solution.

4. Les plans annuels du crédit

Le rôle du système bancaire dans la planification, et notamment celui de la *Bank of Tanzania,* n'a jamais été considérable avant 1970. Sous certains aspects même, on pourrait s'étonner qu'un pays qui prétend s'inspirer des principes des économies collectivisées ait préféré, en ce qui concerne ses choix monétaires et l'aménagement de l'appareil de crédit, reproduire le modèle de banque centrale des économies non collectivisées en l'adaptant aux conditions de sous-développement.

Comme chacun sait, dans presque tous les pays socialistes, la nationalisation du système bancaire a été immédiatement suivie par la création d'une institution unique réunissant en soi les fonctions de banque d'émission, de banque commerciale et d'organe de contrôle sur l'exécution des directives du plan (6).

N'oublions pas, cependant, qu'une telle solution implique un haut degré de concentration des décisions économiques encore inexistant en Tanzanie. D'autres difficultés surgissent ensuite du fait que les plans qui régissent l'activité du secteur public ne sont pas obligatoires, tandis que le secteur privé et le secteur coopératif manquent pratiquement de planification; il

(6) Dans l'abondante bibliographie sur la matière, voir: CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE, *Il sistema monetario e creditizio dell'Unione Sovietica,* Milan, 1970; G. GARVY, *La banca e il credito nell'Europa Orientale e nel quadro delle nuove politiche economiche,* dans Moneta e Credito, déc. 1966.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

n'existe pas de plans physiques détaillés et la planification financière est encore pleine de lacunes.
Dans cette situation, l'exigence fondamentale qui s'imposait était celle de pouvoir disposer d'un organisme particulièrement souple, capable d'exercer les fonctions d'une banque centrale tout comme dans les autres pays à économie décentralisée de marché.
Il faut toutefois reconnaître qu'à partir de la Déclaration d'Arusha on a vu s'amorcer un processus de modification progressive de la structure et des fonctions de la *Bank of Tanzania*. Jusqu'en 1969 la tâche principale de la *Bank of Tanzania* était moins celle de régler et de programmer le volume de crédit accordé au système économique, que celle de favoriser la formation de l'appareil de crédit en lui fournissant toute l'assistance nécessaire, même sur le plan financier. Toutefois, en 1970, lors de l'aggravation de la situation économique, due notamment au grave déficit de la balance commerciale et à l'expansion incontrôlée des crédits intérieurs (surtout de la part du gouvernement), la *Bank of Tanzania* a transformé radicalement sa politique en lui donnant une orientation de type restrictif. Par la suite cependant, les fonctions de contrôle monétaire, telles qu'on les conçoit traditionnellement, ont perdu une partie de leur importance pour céder la place aux tâches de planification financière.
Dans cette optique, la *Bank of Tanzania* devrait recueillir progressivement toutes les données nécessaires pour dresser un tableau des flux de fonds dans le pays, vu le manque total de renseignements fiables sur l'origine et l'emploi des fonds dans le secteur industriel et commercial. Elle devrait en outre préparer des prévisions sur l'allure des principales variables financières et vérifier statistiquement *ex post* le degré d'actualisation des objectifs formulés. Toutes ces données serviraient ensuite au Devplan pour la préparation de plans financiers annuels et pluriannuels.
Le rôle de la banque centrale ne se bornerait donc pas à la simple vérification des directives formulées par le Devplan et à l'application de sanctions éventuelles sur le crédit, mais il s'étendrait à tout le secteur de la planification monétaire et financière.
Les plans des finances, du crédit et des devises représentent sans doute, dans le cadre de la planification annuelle de 1971/72, un premier pas dans cette direction.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Le deuxième plan quinquennal consacrait un chapitre entier au financement des investissements, mais il ne traitait qu'indirectement le problème du crédit dans certains secteurs tels que l'agriculture, le bâtiment, l'industrie, etc. Il manquait d'une étude d'ensemble du rôle de la monnaie et du crédit dans l'économie tanzanienne et on n'y trouvait pas d'indications d'ordre quantitatif ou qualitatif sur le développement de l'offre de monnaie et sur le volume du crédit.

La décision d'adopter des plans annuels des devises et du crédit est née essentiellement du besoin d'assurer la compatibilité des objectifs de dépense du secteur public avec la stabilité du pouvoir d'achat intérieur et extérieur de la monnaie. Cette décision est aussi une tentative de créer un lien entre la planification à court et à moyen terme (7). Pour arriver à ce but le plan devrait s'élargir progressivement jusqu'à devenir un véritable tableau des flux monétaires programmés et des flux effectifs.

Etant donné la nature dépendante de l'économie tanzanienne, la valeur de prévision de ces plans est en grande partie indicative. On ne peut, par exemple, programmer rigoureusement les quantités produites en agriculture en raison des fluctuations saisonnières qui varient d'année en année et qui se répercutent sur les crédits qui y sont engagés.

Les principaux instruments mis en oeuvre pour réaliser ces deux plans sont les suivants:

a) contrôle de l'offre de monnaie;
b) contrôle de la répartition du volume total de crédit disponible entre le gouvernement et les autres opérateurs économiques;
c) contrôle sélectif du volume de crédit accordé à des opérateurs non gouvernementaux suivant une échelle de priorité qui tend à favoriser les secteurs produisant pour l'exportation et l'agriculture;
d) contrôle sur l'utilisation et la destination des fonds dans les établissements financiers autres que les banques commerciales;
e) contrôle du volume des prêts intersociétés;
f) contrôle sur les prêts étrangers à court, moyen et long terme;
g) contrôle rigoureux des changes en ce qui concerne les parties invisibles;
h) contrôle sur les importations de biens de consommation;
i) contrôle sur les recettes des exportations.

(7) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1972/1973,* Dar es Salaam, 1972, p. 4.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Un rapprochement entre les indications du programme et les réalisations concrètes nous permet de constater qu'au cours des deux premières années d'application du plan presqu'aucun des objectifs fixés n'a été réalisé suivant les modalités voulues (8).

En 1971/72, l'écart entre programme et réalisation est dû surtout à la composante « Trésor »: l'excédent budgétaire de l'Etat ayant été inférieur aux prévisions à cause de la non réduction des dépenses courantes et de l'incidence de certaines dépenses dérivant d'investissements précédents. Les financements de l'étranger et de sources internes non bancaires s'étant maintenus en dessous des valeurs programmées, il s'ensuivit une augmentation inquiétante des financements de l'Etat par le système bancaire, tandis que les crédits à l'économie enregistraient un léger fléchissement.

En 1972/73, les divergences entre valeurs programmées et valeurs effectives sont encore plus marquées aussi bien sous l'aspect quantitatif que qualitatif, mais cette fois la situation est très différente par rapport à l'année précédente car c'est l'élément étranger qui crée les difficultés; l'amélioration des comptes avec le reste du monde a provoqué un afflux massif de devises et a alimenté une forte expansion de la base monétaire. Par contre, les prêts du système bancaire au gouvernement n'ont pas augmenté dans la mesure prévue et ont même manifesté une légère diminution, liée à l'intervention de certains facteurs imprévisibles tels que l'allure exceptionnellement favorable des recettes fiscales, la politique plus stricte des dépenses courantes, la souscription de titres de l'Etat de la part de bureaux et d'entreprises faisant partie de l'*East African Community* qui ont désinvesti leurs fonds de retraite précédemment placés en titres britanniques.

En 1972/73, le souci principal vient donc de l'augmentation excessive de l'offre de monnaie venant du secteur étranger: en effet le rythme d'expansion de la base monétaire enregistre chaque année des taux trop élevés. Cette augmentation des revenus réels, bien que nécessaire au début pour étendre l'aire monétisée de l'économie, semble avoir maintenant pour effet principal de faire monter le niveau général des prix.

Dans le cadre général, le plan du crédit apparaît comme une tentative louable d'intégrer la politique monétaire dans le système de planification, mais on

(8) Voir: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report*, juin 1972 et 1973; THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1972/1973*.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

ne peut le considérer comme un aperçu complet des flux monétaires car il lui manque encore les données de base nécessaires.
Le point le plus faible du plan est de toute façon représenté par la difficulté de programmer avec l'exactitude voulue les flux financiers du secteur public et du secteur étranger; ceci est dû en partie aux difficultés de relèvement et de contrôle des données et en partie à l'impondérabilité de certaines variables comme les récoltes, les prix internationaux, etc. Une nette amélioration pourrait venir de la complète intégration des flux financiers du secteur semi-public dans la planification.
Un autre point faible du plan réside, sans aucun doute, dans le caractère incomplet des directives concernant le secteur semi-public. Le plan lui-même admet que la liste des projets à financer est incomplète et que nombre de ceux qui y sont inclus n'ont pas encore été approuvés; la même approximation caractérise les sources de financement et surtout les sources de financement extérieures. On s'efforce cependant d'améliorer le système de planification concernant tout ce secteur. Si les efforts dans ce sens aboutissaient, on parviendrait à éliminer une bonne partie de l'arbitraire et de l'ambiguïté qui existent dans les rapports entre le secteur semi-public et le système bancaire, surtout en ce qui concerne la *National Bank of Commerce;* un soin plus minutieux dans la rédaction des projets permettra à la banque de mieux exercer ses fonctions de contrôle.

5. Conclusions

La Tanzanie avance certainement à grands pas sur la voie de la planification et bien des changements radicaux se sont produits depuis l'époque coloniale. On a vu, notamment, s'arrêter le drainage des ressources économiques et financières vers l'extérieur, tandis que le mécanisme d'accumulation s'orientait vers le développement du pays en mettant l'accent sur le renforcement du secteur public. L'élimination des goulets d'étranglement, qui étaient l'héritage de l'époque coloniale, a introduit des éléments d'instabilité économique tels que l'inflation et les difficultés de la balance des paiements. Pour surmonter ces difficultés on a introduit, à côté des directives générales du plan quinquennal, des plans annuels plus minutieux et, notamment, les plans du crédit et des devises.
De nombreux problèmes sont encore loin d'avoir trouvé leur solution, comme on l'a vu aux paragraphes précédents, mais la question la plus grave, celle

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

qui au fond est à l'origine de toutes les difficultés, reste encore le manque de définition de la stratégie globale de développement du pays, des directives stratégiques pour les secteurs-clé du développement uni à l'insuffisance structurale des projets du secteur public. Cette image vague du rôle futur du pays et de son évolution économico-sociale est sans aucun doute responsable, plus encore que certaines défaillances techniques de l'échec partiel, des tentatives de programmation de ces dernières années et, en dernière analyse, des écarts qui se manifestent entre les objectifs programmés et leur réalisation.

Clara Caselli

FINANCIAL AND CREDIT PLANNING IN TANZANIA

SUMMARY

Since 1967, following the socialist options of the "Arusha Declaration", Tanzania has been trying to introduce and extend some kind of economic and financial planning to the entire economy.
Planning, which is subdivided into a Five-Year Plan and several annual plans (among which the credit one), has faced innumerable difficulties that may be ascribed, on the one hand, to the characteristics of the Tanzanian economy, and, on the other, to the deficiencies of planning itself: rough economic estimates, inaccurate investment choices, insufficient controls on government spending, inadequate knowledge of the state-controlled and co-operative sectors. These difficulties have often made it impossible to achieve the proposed goals and still weigh heavily on the working capacity of the recently adopted credit plans: there is no doubt however that they represent a considerable progress, since they lay the foundations towards the creation of integrated programmes of fund flows in the country for information and forecasting in order to take the appropriate steps in the economic and monetary fields.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

THE CONTRIBUTION OF SAVINGS BANKS TO NATIONAL DEVELOPMENT IN ZAMBIA

1. An international strategy for the promotion of saving

Since development aid has proved so largely ineffective, the action programme for the Second United Nations Development Decade (1971-1980) seeks to establish a new basis for co-operation between industrial countries and the Third World. The ultimate aim of development, it is stated in general terms, must be "to bring about sustained improvement in the well-being of the individual", and specific policy measures are listed by which balanced development programmes are to be put into effect in all fields of economic and social life. The developing countries are to do more to help themselves, and one of the things they can and must do to this end is to mobilize household savings through savings institutions. The last point was discussed in detail at a UN seminar in 1971, with particular reference to such aspects as the co-ordination of savings promotion in developing countries with their policies regarding different sectors of the economy, the mobilization of personal savings in urban and rural areas, the suitability and effectiveness of different savings institutes, the means of encouraging saving, savings incentives and savings campaigns, and finally collaboration with international associations of savings institutions, especially with the International Savings Banks Institute of Geneva.

2. Saving as a factor of economic development

There is good reason to stress personal saving in the context of international development aid, for it is common knowledge that savings are the primary determinant of capital formation, which in turn is a necessary, though not a sufficient, condition of economic growth in developing countries. There are other determinants of development, especially technical progress and organization, but the extent to which they can be effective largely depends upon the available supply of domestic and foreign savings. In any event, in the long run the developing countries' continued growth will be governed by the volume of domestic savings they can mobilize, for imports of foreign savings are often limited by scarcity of opportunities to earn foreign exchange for debt redemption, and also because investment returns tend to be lower than interest rates current on international capital markets. In addition to this macro-economic aspect of saving as a basic condition of orderly economic

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

growth, there is also the powerful social argument that political freedom is possible only when the individual's political rights are durably secured by his economic condition — and individual wealth can normally be accumulated only by saving.

3. The international development aid programme of savings banks

It has long been one of the aims of savings banks in industrial countries to support the developing countries' efforts to encourage saving. This attitude rests, first and foremost, on the conviction that social peace in the world will in no small measure depend on the extent to which the economic standard of living in developing countries can be lifted and brought closer to that of industrial ones. To give effect to this idea, savings banks, through their joint organization the International Savings Banks Institute, have launched a *development aid programme,* which requires the Institute to collaborate in planning, developing and assessing aid projects in the field of savings promotion. Every effort is made to implement the programme both within and outside the context of savings banks as such, and valuable results have been achieved especially in collaboration with the UNDP and UNIDO, as well as on a bilateral basis.

4. Zambia: a model case of international savings banks co-operation

The case of Zambia is described below as a model of what can be done by way of international aid for savings promotion. In a joint project by the United Nations Development Programme (UNDP) and the International Savings Banks Institute (ISBI), experts recruited by the latter were financed by the United Nations. As usual, the first step was a feasibility study, which was prepared in Lusaka by a savings bank expert, in the months between August 1970 and February 1971. The study contained an analysis of Zambia's savings institutes and of the development of institutional saving among the African population, an assessment of the efficacy of past savings promotion campaigns and of savings incentives, and a discussion of the economic and social factors having a bearing on private household saving. The main part of the study consisted of a set of recommendations concerning savings education in schools and, through school savings schemes, the introduction of a National Savings Scheme combining a system of voluntary wage and salary

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

deductions with credit facilities for workers and employees, the observance of World Thrift Day specially geared to national conditions, and the amalgamation of all present and future efforts at savings promotion in a proposed National Savings and Credit Bank, to be established by the conversion of the existing Post Office Savings Bank (POSB).

These recommendations were accepted by the Zambian government, and in August 1972 Parliament passed a savings bank law. In the meantime, an African official of the Finance Ministry, who was to be responsible for project implementation, underwent intensive training at European savings banks.

5. The follow-up in Zambia

In October/November 1972 two foreign experts arrived in Zambia. One of them was an Austrian and the other an American, they were made available for a year and were to advise on project implementation in Zambia. Both were recruited by the International Savings Banks Institute, and financed by the UN. A job description schedule divided the advisory tasks between the two experts as follows:

Expert A: (a) develop a thrift education programme with school authorities;
(b) develop a multi-media publicity programme;
(c) train nationals in savings education, publicity and public relations.

Expert B: (a) organize the technical services of the National Savings and Credit Bank;
(b) work out operational guidelines for the operations of the Bank;
(c) devise the broad guidelines and criteria for the investment policy of the Bank;
(d) train nationals in savings bank administration and investment techniques.

6. Legislation

The savings bank law of August 1972 lays down rules, among other things, for the appointment of the Board of Directors by the Finance Minister, his right of dismissal and other means of influencing the Bank's management

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

policy. The law broadly outlines the rights and duties of the Board of Directors and the General Manager, but in so doing leaves a sufficient margin of flexibility in management.

The scope of the Bank's business is described in the law only in very general terms, so that the Bank is left free to develop a full range of services to customers. The only operations specified by law are the acceptance of savings and the promotion of any kind of savings scheme, especially those in connection with school authorities and pension funds.

A special section of the law is devoted to credit policy. In principle, the Bank is to grant loans only to its own depositors, and even then only against full coverage by the depositors' balance. Loans to anyone else, and on other security, require a specific written authorization by the Finance Minister. The total volume of credit must not exceed 50 per cent of deposits. Apart from this legal loan ceiling, the Bank is explicitly empowered to invest in government stock and in other securities (up to 10 per cent of deposits), as well as to keep money on interbank accounts (with commercial banks and building societies). The law says nothing about reserve requirements, either in the form of deposits with the central bank or via any sort of liquid assets ratio.

Another section of the law deals with the Bank's faculty to issue Zambia Savings Certificates, subject to ministerial authorization. There are very strict rules about the issue of such certificates, their terms and conditions, administration, audit, coverage and redemption.

The final section of the law contains provisions for the dissolution of the Post Office Savings Bank and the transfer of its rights and obligations to the new National Savings and Credit Bank of Zambia. The latter is to take over all the assets and liabilities of the Post Office Savings Bank, whose former personnel are entitled to at least equally good pay and other social allowances from their new employer.

7. Long-term operational policy

All the law says about policy, in the Introduction, is that the purpose of setting up the savings bank is to promote saving. It seemed advisable, therefore, to work out a statement of long-term aims, and to this end the following formula was proposed to the Board of Directors:

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

"The basic purpose of the National Savings and Credit Bank of Zambia is to promote thrift and sound financial management among all Zambian people, mainly the low and moderate wage earners, and to serve the growth and advancement of the nation as an efficient, dynamic, independent financial intermediary through the utilization of capital accumulated from local and international sources."

The long-term aims were to be achieved by a set of measures geared in the first place to more short-term objectives and partial results in specific fields. The list of first-year short-term objectives is too long for reproduction here, but the following statements may serve to illustrate long-range policy:

(a) The National Savings and Credit Bank will promote thrift and saving on a nation-wide basis, in all areas of the country and among all age groups.
(b) Interest rates on savings accounts will be paid at a rate competitive with other financial institutions and consistent with sound management.
(c) Funds on deposit with the Post Office Savings Bank as well as the National Savings and Credit Bank will be invested in Zambian investments to assure safety and liquidity.
(d) The Bank's investment policy will concentrate on national internal development, wherever it is prudent as regards risk and returns to do so.
(e) Additional bank services will be added with reference to customer needs, improved range, and potential profitability.
(f) All customers of the Post Office Savings Bank and the National Savings and Credit Bank will be extended courteous and respectful service regardless of their background or the office of their call.
(g) The National Savings and Credit Bank will promote civic, social and cultural activities representative of national growth, stability and pride.
(h) A continuous effort to upgrade the knowledge and skills of National Savings and Credit Bank employees at all levels will be maintained through training, education and communication.

8. Budgeting

A budget was prepared on the basis of the figures available from the former Post Office Savings Bank, with the additional help of a new personnel chart and a plan of required premises. The purchase of office furniture and machines involved capital expenditure during the Bank's first year and sub-

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

sequently further costs in the form of depreciation. Expenditure was occasioned, too, by disengagement of the Post Office Savings Bank from the Finance Ministry and its conversion into an independent modern business. There was no way of covering expenditure from the yield of the POSB assets taken over, of which 94 per cent consisted of government securities (Registered Stocks and Treasury Bills), and the experts therefore recommended a change in the investment structure, subject of course to the range of investments permissible under the savings bank law.

9. Investment policy

The law makes a distinction between loans to depositors and loans to others, with absolute priority for the former.

In the light of this provision, and in close co-operation with the Pension Fund, a simple saving and credit scheme was worked out, which, thanks to the Pension Fund's co-operation, is very easily applicable. In accordance with the law, any depositor applying for a loan must have deposits covering the full amount of the loan. Since it was obviously going to be difficult to explain to clients the advantages of "borrowing their own money", and since individual loans were small in amount, it was plain that this type of business could be expanded only very little, albeit steadily. Nor could the costs of these operations be passed onto the clients. The experts therefore advised the Bank's management to concentrate mainly on loans to non-clients, on the argument that this type of business could be expanded rapidly and thereby earnings raised very considerably. The following loan criteria were recommended:

The Bank was to entertain loan applications only from existing, sound enterprises; projects to be financed were to be in line with the current national development plan 1972-76; risks were to be spread by distribution of credit among different economic branches; loans to any one borrower were initially to be limited to 500,000 or, in some cases, to 1,000,000 kwacha (1 kwacha = US $ 1.55); loans were to be backed by first-class security, such as a mortgage, state guarantee or personal surety; loans were to be for the medium or long term (5 to 15 years), and the principal was to be repaid in six-monthly or annual instalments.

The final recommendation was that a special committee should be set up to reshape the Bank's investment structure on the proposed lines; this committee

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

was to consist of three members of the Board of Directors and the General Manager.

10. Organization

(a) *Personnel organization.* To get the new National Savings and Credit Bank off to a good start it seemed advisable for it to take over the entire staff of the defunct Post Office Savings Bank, who could after all be assumed to have some knowledge and experience of the deposit business, bookkeeping and audit. A new organization chart set out the pattern of functions and the lines of command in management. Because of the shortage of competent top executives, and also in view of the initially small volume of business, each of only three managers was to be responsible for several departments, with their spheres of competence divided up in accordance with a brief description of each branch. For two entirely new departments, those for credit and marketing, detailed schedules were drawn up concerning departmental working principles, internal organization, work flows and specified jobs to be performed.

The position in the hierarchy of the General Manager, of the Board of Directors and of any committee possibly to be set up was, of course, defined by the law, but the latter said little about their actual functions. Accordingly, the rights and duties of top management were more closely defined in the internal regulations.

(b) *Technical organization.* The construction of a head office building being ruled out by prohibitive costs, the experts recommended that the new bank should rent a suitable building due to be vacated by another bank in a few months' time. Until this became free, it was necessary to make do with premises in the Post Office building, even though this created a number of problems. There were no extra rooms available for the proposed new departments, and the owner did not wish the existing premises to be rebuilt. But the shortage of office space was greatly eased by the purchase of a microfilmer, for this made it possible to transfer onto film the enormously space-consuming archives of the former Post Office Savings Bank.

Modern office furniture and machines had to be bought, and this was done with an eye to uniformity throughout and on the basis primarily of the expected cost-benefit ratio.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

11. Publicity programme

(a) *The corporate symbol.* The three leading advertising agencies of Zambia and also the State Zambia Information Service were invited to tender for the Bank's advertising. Their proposals for a savings bank symbol were submitted to the Board of Directors, who chose the "mealie cob". Once the bank had an emblem, it could proceed to order stationery — writing paper, savings books, deposit and withdrawal vouchers, etc. — as well as publicity material such as leaflets and posters.

(b) *Advertising theme and format.* An advertising campaign must have an aim and a basic theme. The chosen theme was "security and banking convenience", and a list of publicity measures around this theme was worked out in collaboration with the advertising agency. The agency developed a special style for press releases, so as to identify them at once as originating with the savings bank. This style is to be retained for the future.

(c) *Advertising campaign.* The savings bank's opening was the occasion of a four-week teaser campaign over all the mass media (radio, television and press). Big question marks and the slogan "Symbol of Saving" drew attention to the new National Savings and Credit Bank. This was followed by a campaign planned ahead for a whole year, with roughly half the total expenditure allocated to the first three months. For each of the twelve months following the foundation of the savings bank, a key theme was chosen to fit into a three-month cycle, as follows.

Month 1: *Attention* (drawn to the Bank, in order to develop greater institutional awareness among customers);

Month 2: *Interest-Desire* (showing customers why they should save and how their lives could be improved by having a savings account);

Month 3: *Action* (motivating the customer to add to his account or to open a new account);

Month 4 and thereafter: Repeat the cycle.

12. Education

The content of various subjects taught at primary and secondary schools having been thoroughly reviewed in a series of discussions with high officials

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

of the Ministry of Education, it was decided unanimously that in future instruction in elementary economics and saving should be given under the headings Social Studies, Mathematics and Home Crafts. The UN expert A played a prominent part in preparing new curricula. The list of key phrases below gives some indication of the new approach and the subjects introduced to implement it: goal orientation and what to save for; where to save; how to save; how to make a budget; what credit means; what interest is and how to calculate it; how wage and salary deductions can be a form of long-term saving; how to buy a house.

As an aid in teaching the new subjects, a 15-minute colour film was produced for pupils in forms 5 to 9. Although the comments are in English, the official language of Zambia, a deliberate effort was made, in collaboration with the Ministry of Education, to keep the language simple so that it can easily be understood by the children. For good measure, the film was dubbed in the seven chief vernacular languages of Zambia. The Zambia Information Service, which has both the means of carrying out publicity campaigns in rural areas and experience in doing so, will arrange up-country film showings on behalf of the National Savings and Credit Bank.

13. The Zambia Thrift Association

After prolonged negotiations, arrangements were made for an association of all the Zambian institutions concerned with saving and with education in money management. Weekly or fortnightly meetings are to be attended by three high officials each of the following institutions:

The Zambia National Provident Fund
The Zambia National Building Society
The National Savings and Credit Bank
The Credit Unions and Savings Association of Zambia
The Zambia State Insurance Company

"The purpose of this organization is to encourage co-operation among savings institutions, to bring greater stability to all workers, and to increase management, operational and business development skills."

H. Greisinger
E. Pistora

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

LA CONTRIBUTION DES CAISSES D'EPARGNE AU DEVELOPPEMENT NATIONAL EN ZAMBIE

RESUME

Les Auteurs examinent un cas concret qui s'insère dans la stratégie d'assistance internationale pour la formation de l'épargne dans les pays en voie de développement.
Le cas se réfère à la Zambie. Dans ce pays, il a été possible d'améliorer le système de mobilisation de l'épargne familiale grâce à la collaboration internationale et à l'assistance technique de Caisses d'épargne de pays économiquement plus évolués. A la suite d'une étude approfondie (moyennant une loi appropriée, issue en 1970), on a transformé la Caisse d'épargne postale qui existait en un institut spécialisé dans l'investissement autonome des fonds recueillis qu'on a appelé la National Savings and Credit Bank. *On a donc posé des bases pour une action plus efficace de la promotion et de la mobilisation de l'épargne en Zambie.*

This content downloaded from
193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:18:54 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Money and credit in Africa

Monnaie et crédit en Afrique

LATEST DECISIONS ON CREDIT IN CENTRAL AFRICA

During its meeting of April 29th, in Brazzaville, the Board of Directors of the Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) took important decisions in credit policy matters.

The first has an institutional character for it goes back to the recent statutory changes of the BEAC and concerns the granting of long-term loans.

Since its creation in 1972, when this Institution substituted the old BCEAEC (Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun), the BEAC had been allowed to increase its share in financing the public spending of member countries (Cameroon, Central African Republic, Congo, Gabon, Chad). At the same time, in order to favour some investment for infrastructures and public utility works, medium-term loans had also been allowed (up to five, and exceptionally, seven years).

The subsequent evolution of demand from this sector and the ever-increasing need to favour public and private investment more and more, have led to the decision of allowing financing for longer periods (up to ten years).

This policy may however expand credits too much, so much so that it could even influence the inflationary trend which is felt in those countries as well.

In order to limit this danger, the Board decided at the same time to modify its lending rates: the basic rate was increased from 4.5 to 5.5 per cent, though some transactions such as agricultural and

DERNIERES DECISIONS EN MATIERE DE CREDIT EN AFRIQUE CENTRALE

Au cours de sa réunion du 29 Avril à Brazzaville, le conseil d'administration de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) a pris des décisions importantes en matière de politique du crédit. La première, qui a un caractère organique et qui se réfère aux récentes modifications de statut de la BEAC concerne l'autorisation d'accorder des prêts à long terme.

Dès sa création, qui date de 1972, quand le nouvel institut avait remplacé l'ancienne BCEAEC, on avait permis à la BEAC d'accroître sa contribution au financement de la dépense publique des états membres (Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Gabon et Tchad). En même temps, pour favoriser certains investissements dans le domaine des infrastructures et des oeuvres d'utilité publique, la banque avait été autorisée à accorder des prêts à moyen terme (jusqu'à 5 ans et parfois jusqu'à 7 ans, pour des cas exceptionnels).

L'évolution toujours croissante de la demande, provenant de ce secteur et le besoin de plus en plus accru de favoriser toujours plus les investissements, à la fois publics et privés, ont abouti à la décision d'accorder des financements aux échéances prolongées (jusqu'à 10 ans).

Cette politique risque pourtant de provoquer une expansion excessive des crédits, qui finirait par favoriser les tensions inflationnistes qui ont cours actuellement dans ces pays. C'est pour chercher à limiter ce danger que la BEAC a décidé

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:38:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

building loans may benefit of a more favourable rate (4 per cent).
When considering the world-wide inflation and the general increase in interest rates, this adjustment may appear too weak; the monetary authorities have however had to mitigate the restrictive measure with the need of securing member countries with the financing necessary to their development at not too onerous conditions.
Consequently, for this measure to have the desired effects, a series of selective controls on credit distribution will have to come in force in order to favour the most productive and socially useful investments.
The last decision concerns the considerable increase (from 0.2 to 2.5‰) of the commission to be paid for transfers outside the Central African countries.
This will discourage unnecessary capital movements towards foreign countries by means of a fiscal measure producing at the same time a rise in tax inflows for the member countries of the BEAC.

de procéder à un rétablissement de ses taux actifs, en même temps. Le taux de base est passé de 4,50% à 5,50%, mais certaines opérations, telles que les crédits pour l'agriculture et ceux pour le bâtiment à bon marché, peuvent bénéficier d'un taux spécial: 4 pour cent.
Ce rétablissement, quand on considère le cadre général inflationniste et la hausse considérable des taux d'intérêt qui s'est vérifiée à l'échelle mondiale, pourrait sembler trop faible, mais il est certain que les autorités monétaires ont dû faire coexister la manoeuvre de restriction et l'exigence d'assurer aux Pays membres les financements nécessaires à leur développement mais à des conditions moins onéreuses. Par conséquent, pour que cette manoeuvre puisse avoir les effets voulus, il faudra mettre en oeuvre une série de contrôles de type sélectif sur la distribution du crédit, afin de favoriser les investissements les plus productifs ou d'une plus grande utilité sociale.
La dernière décision enfin concerne la hausse considérable de la commission perçue pour les transferts en dehors des pays de l'Afrique Centrale: de 0,20‰ elle est passée à 2,50‰. On veut de cette façon décourager les mouvements de capitaux non indispensables vers l'étranger au moyen d'une manoeuvre à caractère fiscal qui pourrait provoquer en même temps une hausse des entrées tributaires des pays membres de la BEAC.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:38:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Italian survey

Nouvelles italiennes

ECONOMIC CONDITIONS

In early 1974, the Italian economic system was heavily stressed by the contradictory trends of the productive and monetary variables. Whereas the former pointed towards a favourable situation (though menaced by the oil crisis which it was feared might provoke a worldwide scarcity of the product), the latter caused great concerns: the lira purchasing power was in fact deteriorating steadily both domestically and abroad.

As time passed, production continued on its promising path, while on the other hand monetary variables deteriorated further. As a matter of fact, the index of industrial production has increased by 12 per cent in the first half of 1974, as compared with the same period of 1973, while retail prices have gone up by almost 2 per cent on a month-to-month basis, wholesale prices by 4 per cent, and the lira has depreciated by nearly 1 per cent each month on the exchange markets.

The worsening of inflation and devaluation have been among the main causes of the partly artificial acceleration in productive activities. The rather spread-out desire to face monetary depreciation as best as possible has led businessmen to anticipate purchases of durable and semi-durable goods, and to accumulate commodities' stocks.

In order to counteract this trend, government and monetary authorities had to take some steps aiming at reducing demand (credit restrictions, fiscal measures, a 50 per cent import deposit on all goods). Considering however, among other fac-

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Au début de 1974 la dynamique du secteur productif a été opposée à celle du secteur monétaire, ce qui a caractérisé le plus le système économique italien. A une évolution positive de la production en générale (qui s'est vérifiée en dépit de la crise du petrole) a correspondu une détérioration du pouvoir d'achat de la lire à l'échelle nationale et internationale. Au cours des six premiers mois de l'année (par rapport à la même période de 1973), l'index de la production industrielle a atteint 12%. Les prix au détail ont augmenté de presque 2% par mois, ceux en gros de 4% et la lire a connu une dépréciation sur le marché des changes d'environ 1 pour cent.

L'inflation et la dévaluation qui ont augmenté sans cesse ont été parmi les causes de l'augmentation de l'activité productive. Le désir accru de faire face toujours plus à la dépréciation monétaire a entraîné l'achat anticipé de biens durables ou semi-durables et la création de stocks de matières premières.

En vue de freiner cette tendance les autorités monétaires et le gouvernement ont pris des mesures adequates afin de limiter la demande (encadrement du crédit, mesures de nature fiscale, mobilisation d'une somme correspondante à 50% de la valeur des marchandises importées).

Etant donné que ces mesures ont été appliquées tout récemment, les résultats sont encore assez modestes. Une diminution de la demande est de toute façon déjà en cours.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

tors, the short period of application of these provisions, the overall outcome up to the end of September appears rather limited, though demand is no doubt slowing down.
The reversing trend just under way has nonetheless put no brake on domestic prices neither has it given a better outlook to the external payments situation. The balance-of-payments deficit is perhaps the most worrying factor and constitutes the gravest uncertainty for the future. The trade balance deficit by itself only had reached 3,940 billion lire at mid-year, as against 1,540 billion in 1973. Such an increase is mainly due to the fact that imports have risen by 77 per cent in monetary terms, whereas exports have gone up by 55 per cent only.
All these elements contribute to draw an even gloomier picture for the evolution of Italian economy in the short run, so much so that most entrepreneurs expect the situation to get worse in future months, particularly for the maintainance of the present level of employment: in September, some major firms have had to reduce production falling back on short time working for at least part of their labour force.

Cette tendance n'a pas encore freiné ni la hausse des prix, ni la situation des comptes avec l'étranger. Le déficit de la balance des paiements représente aujourd'hui un des plus gros problèmes, même pour les mois à venir.
Le déficit national de la balance commerciale des premiers six mois de l'année a atteint 3.940 milliards de lires, alors qu'au cours de la même période de 1973 il était égal à 1.540 milliards.
Cette détérioration est due pour la plupart à une augmentation des importations égale à 77%, alors que la valeur des exportations a augmenté seulement de 55 pour cent.
Les prévisions à bref sur l'évolution de l'économie nationale ne sont donc pas tout-à-fait positives.
Il y a même la crainte d'une détérioration de la situation actuelle, surtout en ce qui concerne l'emploi (en septembre quelques entreprises parmi les plus importantes ont réduit leur activité et le numéro des travailleurs).

NEWS OF FINAFRICA

● The closing ceremony of the seventh training course in the economics of banking for African people, organized by the Centre for financial assistance to African countries - FINAFRICA - together with the Ministry of Foreign Affairs, lately took

NOUVELLES DU FINAFRICA

● C'est au Palais Farnesina, à Rome, siège du Ministère des Affaires Etrangères de la République italienne, que s'est déroulée la cérémonie de fermeture du 7ème cours de spécialisation bancaire pour les Pays africains, organisé par le Centre pour

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

place in Rome at the Farnesina Palace, official residence of the Italian Foreign Office.

The ceremony, held in the international conference hall, was attended by Professor Mario Pedini, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs, by Ambassador Folchi, a member of the scientific, cultural and technical co-operation department in the same Ministry, as well as by the management and teaching staff of FINAFRICA.

After a brief introduction by Professor Ruozi on the activities of the Centre during the 1973/74 academic year, Mr. Pedini warmly praised the FINAFRICA work for developing countries in the light of the traditional friendship which has always characterized all relationship between Italy and the African countries.

On behalf of the participants to the course, Mr. Conde from the Republic of Guinea thanked the Italian government in the person of Mr. Pedini, a good friend of Africa, and Professor Giordano Dell'Amore, chairman of the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, which annually organizes the FINAFRICA course, for the great interest taken in all problems deriving from the training of African staff.

The seventh course was attended by 80 students coming from 32 countries.

The work of FINAFRICA is further underlined by the various study and research missions sent to different African countries, and particularly by that which finally started off the creation of a Sudanese Savings Bank, an institution aiming at the collection of household savings in the region of El Gezira.

l'assistance financière aux Pays africains, le FINAFRICA, en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères.

A la cérémonie, qui s'est déroulée dans la salle des conférences internationales, diverses personnalités étaient présentes: le professeur Mario Pedini, sous-secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères, l'ambassadeur Folchi, du Service pour la coopération scientifique, culturelle et technique de ce ministère, ainsi que la direction et les professeurs du FINAFRICA.

Après quelques mots du professeur Ruozi, pour illustrer l'activité des boursiers pendant l'année académique 1973/74, le professeur Pedini est intervenu en faisant de vifs éloges sur l'activité du FINAFRICA en faveur des Pays en voie de développement, qui contribue ainsi à la réalisation de la traditionnelle politique d'amitié qui existe entre l'Italie et les Pays africains.

Au nom des boursiers, Monsieur Conde, de la République de Guinée, a remercié pour leur constant intérêt envers les problèmes concernant la formation des cadres africains le gouvernement italien dans la personne du grand ami de l'Afrique, Monsieur Pedini, et le professeur Giordano dell'Amore, président de la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes qui, grâce au FINAFRICA, organise chaque année de tels cours. Le 7ème cours a été suivi par 80 boursiers africains, qui provenaient de 32 pays.

De plus, l'activité du FINAFRICA a consisté dans la réalisation de nombreuses missions d'étude et de recherche dans divers Pays africains et notamment dans une mission qui a donné l'essor à la création d'une Caisse d'épargne soudanaise, orga-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Last June at Borgo a Mozzano (Lucca), the African students took part in an international seminar on the problems of technical assistance and agricultural development, jointly organized by Shell Italiana and FINAFRICA. A dynamic business management, a need to modify the farm structures, the rapid evolution of agricultural techniques, make it compulsory to have an efficient agricultural credit office, which must be in a position to supply entrepreneurs with individual and general solutions to the many economic and financial problems which condition their farms' efficiency.

Besides the necessary technical and financial sensitivity, banking operators working in rural communities must have an adequate knowledge of the innumerable factors influencing the farmer's choices, such as the way to carry out market surveys or to approach farmers, who are considered not only as factors of production, but particularly as entrepreneurs. These aspects received the main emphasis in the seminar.

Dr. Spartaco Anania, a high official of FAO, held a series of lectures at FINAFRICA, analysing various methods of approach to agricultural credit in developing countries, and pinpointing different mistakes which often vanify the use of credit for the rural take-off. The speaker made use of his vast professional experience acquired in several African countries, and greatly interested the students.

Many Lombard companies greeted the students' visits during the final part of the course. Among them, those made at Same and Necchi were greatly appreciat-

nisme destiné à mobiliser l'épargne familiale dans la région de El Gezira.

En juin dernier, les boursiers africains ont participé à Borgo a Mozzano (Lucca) à un séminaire international sur les problèmes de l'assistance technique et de la divulgation agricole, organisé par la société italienne Shell en collaboration avec le FINAFRICA.

La gestion de l'entreprise, la nécéssité de modifier les structures des entreprises agricoles, la rapide évolution des technologies agricoles, rendent nécessaire la présence d'un service de crédit agricole efficace, capable de favoriser les entrepreneurs dans leur recherche des solutions, individuelles ou collectives, aux nombreux problèmes à caractère économique et financier, qui conditionnent le dynamisme de leurs entreprises.

Pour les opérateurs bancaires qui doivent dérouler leur activité au sein des communautés rurales, il est indispensable qu'avec la sensibilité technique et financière qui leur permet d'opérer ils possèdent une connaissance appropriée des nombreux facteurs qui conditionnent et influencent les choix des agriculteurs, tels que les modalités d'action pour une enquête préventive et les techniques à réaliser pour satisfaire les exigences de l'agriculteurs, qui est non seulement considéré comme un facteur de production mais surtout comme un entrepreneur.

Le séminaire d'études mentionné ci-dessus, a surtout été consacré à ces problèmes.

Le docteur Spartaco Anania, haut fonctionnaire de la FAO, a fait un cycle de conférences au FINAFRICA; il a analysé

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

ed; on these occasions Dr. Carozza and Dr. Meloni, managing directors of the two companies, friendly entertained the African guests, presenting them the highly-esteemed production of their factories, which is also exported towards the African continent in considerable proportions.

les différents systèmes d'octroi du crédit agricole dans les Pays en voie de développement, soulignant les divers éléments qui souvent rendent inefficace l'emploi du crédit pour le développement rural. L'orateur, grâce à sa vaste expérience professionnelle acquise dans divers Pays africains, a suscité un vif intérêt parmi les boursiers.
De nombreuses entreprises lombardes ont réservé un bon accueil aux boursiers africains qui leur ont rendu visite, pendant la dernière période du cours. Entre autres, on a beaucoup apprécié les visites faites à la Same et à la Necchi où les respectifs administrateurs délégués, le docteur Carozza et le docteur Meloni, ont amicalement entretenu leurs hôtes, illustrant la production appréciée de leurs usines qui est aussi exportée de façon considérable vers le continent africain.

● The State University of Calabria and Ipalmo organized from 12 to 14 July, 1974, a conference on "Possible economic co-operation between Italian companies and Arab countries", which was held at Cetraro (Cosenza).
Several Arab speakers explained their countries' position towards the use of financial surpluses due to oil exports. Secondly, the development projects for those countries were sketched; during the discussion the representatives of about 40 Italian companies tried to analyze how these projects may be operationally useful. In the afternoon of July 12th, the Italian situation was considered. In this connection, Dr. Vincenzo Nesci presented FINAFRICA and its activities. He not only

● L'Université de Calabre en collaboration avec l'Ipalmo, a organisé à Cetraro (Cosenza) une conférence sur le thème: « Les perspectives de coopération économique entre l'industrie italienne et les Pays arabes ». Au cours des travaux qui se sont déroulés du 12 au 14 juillet (sous la présidence du professeur Andreatta), de nombreux orateurs arabes ont illustré la position de leurs pays par rapport à l'utilisation des surplus financiers dérivants de l'exportation du pétrole. On a donc examiné les grandes lignes des projets de développement de ces pays et au cours du débat, les représentants de presque une quarantaine d'établissements italiens ont cherché à voir comment de tels projets pourraient avoir une certaine uti-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

explained what had already been realized, but listed also the future projects of the African Centre. Some of the services that FINAFRICA could offer in the short and medium run were particularly dealt with. The reaction of several Italian entrepreneurs and of various Arab experts was thoroughly positive.

lité opérationnelle. L'après-midi du 12 juillet a été consacré à l'illustration de la position italienne; à cette occasion, le docteur Vincenzo Nesci a illustré les activités du FINAFRICA, sans se limiter à l'illustration de ce qui a déjà été réalisé par le FINAFRICA mais en analysant les futures initiatives du Centre. On a illustré plus spécialement, certains services que le FINAFRICA pourrait offrir à bref ou à moyen terme, suscitant une réaction particulièrement intéressée de la part de certains experts arabes et plusieurs opérateurs économiques italiens.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 08:56:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

African survey

Nouvelles africaines

ITALIAN COMPANIES IN CAMEROON

● The authorities of Cameroon have warmly accepted a new and ingenious kind of industrial intervention, recently adopted by the firm Alpi of Forlì, Italy. In order to overcome the lack of infrastructures in the forestry sectors, the firm Alpi is building a floating structure, a sort of raft 87m long, 16m wide, and 8m high which will be used to transport wood-working machines from Italy.
All services will be installed on the raft: lodging for a dozen Italian technicians, air-conditioning and power-producing equipment, a swimming pool, a movie theatre, a tavern, etc. When the raft is finished, it will be drawn by powerful lighters and finally anchored in a river or in the Douala harbour, where Cameroonese wood will be processed.

● Another Italian project which has been valuably considered by the government of Cameroon is that of the ICE (Italian Foreign Trade Institute) Bureau of Yaoundé for the creation of a bank in the light of the "green revolution" resolutions which might pre-finance farmers in order to import farm equipment. To this end, a mission organized by ICE came to Italy last May: it included five

ENTREPRISES ITALIENNES AU CAMEROUN

● Les autorités du Cameroun ont accueilli, avec la plus vive sympathie, une nouvelle et ingénieuse formule d'intervention industrielle adoptée dernièrement par la maison Alpi de Forlì.
Afin de surmonter l'obstacle constitué par le manque d'infrastructure dans les zones d'exploitation forestière, la société Alpi est en train de construire un établissement flottant, une sorte de radeau de 87 mètres de long, 16 mètres de large et 8 mètres de hauteur, à bord duquel seront transportées d'Italie au Cameroun les machines pour le travail du bois.
A bord de ce radeau seront installés tous les services dépendants, les logements pour une dizaine de techniciens italiens, des installations pour le conditionnement de l'air et pour l'autonomie du courant électrique, une piscine, un cinéma, une cantine, etc.; et lorsque le radeau sera enfin prêt, il sera traîné par de puissants remorqueurs pour finalement être ancré sur un fleuve ou dans la baie du port de Douala où commenceront les travaux de traitement du bois camerounais.

● Une autre initiative italienne qui a suscité l'intérêt du Gouvernement camerounais est celle du Bureau ICE de Yaoundé qui a proposé la création d'une banque dans le cadre du Plan pour la « révolution verte » qui pourrait pré-financer les cultivateurs pour l'importation de machines agricoles. Dans ce but, une mission organisée par l'ICE s'est rendue en Italie le mois dernier. Elle était composée

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:09:41 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

equipment importers, three wood, coffee, cocoa exporters, and two high officials of the Industrial Development Ministry and of the "Green Plan" whose precise task is to find Italian companies willing to set joint ventures for the realization of the third Five-Year Plan in the various industrial sectors.

ITALIAN TECHNOLOGY IN MALI

The recent trip to Italy of Mr. Samba Sissoko, the Mali minister for Industrial Development and Public Works, has given new strength to the industrial co-operation between the two countries.

Italian experts work in several projects and programmes set by the European Development Fund (EDF). Propesca is developing and modernizing river fishery along the Niger. Ifagraria is in charge of tobacco production and processing for export. Italconsult's experts are developing rice-growing in the Ségou region.

Plans and projects for the great Sélingué dam have been achieved by the firm Carlo Lotti of Rome. Together with a preparatory study by a West-German company on the agricultural take-off of the region, they total a cost of 500 million Mali francs, and were jointly financed by the Italian Government, West Germany, France and the EDF. The dam will be built 130 km south-east of Bamako on the river Sankarani, and will include a hydro-electric power plan with 4 turbines and a 44,800 kW capacity. The basin will allow farming over a 30,000 ha area and a power pro-

de cinq importateurs de machines, de trois exportateurs de bois, café, cacao et de deux hauts fonctionnaires du Ministère du Développement Industriel et du Plan dont le but précis est de trouver des entreprises italiennes disposées à constituer des sociétés mixtes italo-camerounaises pour participer, dans les différents secteurs industriels, à la réalisation du 3ème Plan quinquennal.

TECHNOLOGIE ITALIENNE AU MALI

Le récent voyage en Italie du Ministre malien du Développement Industriel et des Travaux Publics, M. Samba Sissoko, a donné une impulsion nouvelle à la coopération bilatérale italo-malienne dans le secteur industriel.

Dans le cadre du Fonds Européen de Développement, les experts italiens travaillent dans plusieurs études et projets. La Propesca modernise et développe l'industrie de la pêche fluviale sur le Niger. La Ifagraria est chargée de la production du tabac à l'échelle industrielle pour l'exportation. Les techniciens de l'Italconsult sont à pied d'oeuvre pour développer la riziculture dans la région de Ségou.

Les études et les plans pour la construction du grand barrage de Sélingué ont été achevés par le bureau Carlo Lotti de Rome. Ces études techniques et le dossier préparatoire d'un bureau allemand concernant le périmètre d'aménagement agricole, ont coûté 500 millions de francs maliens, financés par le gouvernement italien, l'Allemagne, la France et le Fonds Européen de Développement. Le barrage sera édifié à 130 km au sud-est de Bama-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:09:41 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

duction for 200 million kWh. Investments reach 32 billion Mali francs and are supplied by a financing syndicate created in Brussels by Italy, France, West Germany, Canada, the EDF and the African Development Bank. The dam is expected to start working in 1979.

The most relevant technical help Italy is presently giving Mali is however represented by the work which will be realized by the firm Gexco of Rome for a total of 9 billion Mali francs. The agreement was signed in 1972 and came officially into effect on April 30th, 1974.

By this agreement, Gexco Italia S.p.A. of Rome and Société d'équipement du Mali (SEMA) will jointly realize a large programme for the industrialization of the country which includes a rolling-mill for iron and steel products, two brickkilns, a marble quarry and 430 social lodgings. Financing is assured by Interbanca (Bank for medium-term financing, in Milan) that has signed an agreement with the government of Mali, in compliance with the Italian Act of February 28th, 1967, for export credits.

ko, sur le fleuve Sankarani, avec une centrale hydro-électrique de quatre turbines et une puissance installée de 44.800 kW. Le bassin permettra la mise en culture de 30.000 ha irrigués et une production d'énergie électrique de 200 millions de kWh; les investissements sont de l'ordre de 32 milliards de francs maliens et ils sont déjà partiellement assurés par un consortium de financement créé à Bruxelles entre l'Italie, la France, l'Allemagne, le Canada, le Fonds Européen de Développement et la Banque Africaine de Développement. L'inauguration du barrage est prévue pour 1979.

Mais l'apport technologique italien le plus déterminant pour le développement industriel du Mali est représenté par les travaux qui seront réalisés par la société Gexco de Rome, pour une valeur de 9 milliards de francs maliens. L'accord avait été signé en 1972 et la convention est officiellement entrée en vigueur le 30 avril 1974.

Sur la base de cet accord, un marché a été conclu entre la Gexco Italia S.p.A. de Rome et la Société d'équipement du Mali (SEMA) pour la réalisation d'un vaste programme d'industrialisation comprenant notamment un laminoir pour produits sidérurgiques, deux briqueteries, une marbrerie et 430 logements sociaux. Le financement des travaux est assuré par Interbanca (Banque pour le financement à moyen terme, de Milan) qui a conclu avec le Gouvernement du Mali une convention financière suivant la loi italienne du 28 février 1967 relative aux crédits à l'exportation.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:09:41 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Book reviews

Revue bibliographique

Subsistence to Commercial Farming in Present-Day Buganda - An economic and anthropological survey, edited by Audrey I. Richards, Ford Sturrock, Jean M. Fortt (contributors D.A. Hougham, A.B.M. Mafeje, A.F. Robertson), Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

Subsistence to Commercial Farming in Present-Day Buganda, as stated in the sub-title, is an "economic and anthropological survey" concerning a selected sample of farmers. The purpose of this research is to find out what type of individuals, under which conditions, given which factors, following which motivations and with what success the sample elements abandoned subsistence agriculture to turn into commercial farmers.

The distinction between subsistence cultivators and commercial farmers is not the same as the one between cash-crop farmers and subistence farmers, the factor of differentiation being the degree of their participation in the market economy, rather than in the money economy. Thus a division between peasant cultivators and farmers is seen as more appropriate, on the basis not simply of size but of a constellation of related characteristics: among them, objectives and targets and the way they are conceptualized and measured; the concept of economic security; the need for and the control over a supply of labour.

The research attempts to prove that for the peasant cultivator to abandon a traditional attitude toward the above mentioned elements, he must perceive the possibility of a dramatic change in his social situation. Rather than the "inevitability of gradualness" in social change, the authors point out the "unpalatability of gradualness".

The book is divided in three parts. The first one deals with the social and economic background of Buganda. Particular attention is given to the physical environment, to the characteristics of population including immigration flows, to the transportation network, and to the economic history of Buganda starting with the declaration of a British protectorate in 1894. The traditional administrative structure, a highly centralized system of government, is described in detail especially in relation to its effects on attitude of constant calculation of profit and loss, on the high social and geographical mobility, and on the traditional consideration of land in terms of security, social status and political opportunities. Then the analysis shows how the land tenure system was critically affected by the 1900 Agreement, which established a system of individual freehold, and by the 1928 Law, regulating both the rights and the duties of tenants (giving them a virtual security of tenure in perpetuity in return of a yearly fixed payment and making it unprofitable for the landowner to turn into a traditional 'landlord'). Finally, a chapter is devoted to the Government policy toward the commercial farmer.

The second part of the book is devoted to the survey itself, which has been developed through the history of selected farms from the economist's point of view and through the analysis of farmers as

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:32:10 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

a social category from the anthropologist's point of view.

This has been done by means of large scale surveys, smaller scale economic surveys, and case-histories. First there is an analysis of how the selected farms were originated and grew: in particular, to what uses the land is allocated, and the underlying attitudes to land holding, the degree of fragmentation of single holdings, and their trend in size, the main routes followed in acquiring the land. Two chapters are dedicated to the present-day organization of the selected farms (crops, yields, costs, incomes) and to the labour supply (with reference to the immigration flows, to the family and Ganda labour, to their management and costs, and to the problems of mechanization and of labour bottlenecks). The chapter on the economic and social differentiation of the farmers brings about the important distinction between "men of affairs" and the new "men of profit" (holding modest amounts of land, using capital raised from varied activities, with no tenants, not politically involved, showing no interaction among themselves, perceived by the local community as "businessmen" rather than as farmers). The conditions through which the « man of affairs » emerges are analized, pointing out how the break with kinship obligations, and traditional attitudes in general, will occur only if this allows a big jump ahead in the social condition of the farmer: it is a matter of motivation, along with specific market conditions, rather than of other factors often mentioned, like contact with commercial ideas in towns or education (these are shown to be respectively an outcome and a negative reaction factor with respect to motivation).

After a county case-history, the last part of the book draws the conclusions from the elements of analysis scattered throughout the research and attempts a comparison with alternative ways of agricultural development to which political preferences and the absence of clear titles to land have been more conducive in other countries (e.g., large-scale plantations, grouped settlements with common services). The authors consider the emergence of large African commercial farmers an asset to the community, mainly because of their role as innovators and because they make little or no call (e.g. in the way of subsidies) on scarce national resources of capital, while saving and investing on land more of their income than the majority of the population.

This brief summary gives a partial account of the many positive features of the research: in particular, the richness of data, the historical perspective, the attention to dynamic aspects, and the breadth of approach. Also the attempt to develop an interdisciplinary survey has been successful, the various chapters are well integrated and manage to give an accurate and in depth picture of the emergent commercial farmers of Buganda. More analysis would have been of interest for what concerns the institutional set-up within which these farmers are working, especially for what concerns the financial and marketing arrangements.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:32:10 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Where this work is lacking is in the perspective in which the conclusions are drawn: as it is often the case for specialized surveys, too little is said about the weight of this limited sample in the national agricultural context. This is a datum of relevance if support has to be given to the authors' conclusions about alternative ways of agricultural development. Furthermore, these conclusions should not be based on merely economic calculations of efficiency: the issue is the political choice among alternative ways through which the resource allocation process has to be performed, keeping in mind their implications on all aspects of social life.

Mario Masini

RAYMOND F. HOPKINS, *Les rôles politiques dans un nouvel état. Les premières dix années de la Tanzanie.* New Haven and London, Yale University Press, 1971 (en anglais).

L'Auteur se propose d'analyser le système politique de la Tanzanie à travers l'étude du comportement de son élite politique; la recherche se base sur une vaste documentation empirique élaborée selon les principes théoriques de l'analyse sociologique des rôles. Notamment, l'Auteur se proposait, à l'origine, d'étudier les conflits entre les rôles qui peuvent se manifester dans un climat de changements politiques et sociaux. Cependant, en considération des événements qui eurent lieu après la compilation de ces données, l'Auteur même croit qu'il a plutôt contribué à illustrer le processus d'institutionalisation de règles et modèles de comportement nouveaux dans un pays d'indépendance récente.

L'oeuvre est divisée en sept chapitres. Les deux premiers ont un caractère introductif et traitent l'un de l'évolution du système politique et économique de la Tanzanie du point de vue de la présence de conflits et d'éléments d'instabilité, et l'autre de la définition des principes théoriques et méthodologiques fondamentaux qui sont à la base de la recherche.

Dans le troisième chapitre, on trouve une analyse générale des caractères et des attitudes de l'élite politique de la Tanzanie d'où l'on tire une image assez significative: un membre typique du Parlement ou un haut fonctionnaire du gouvernement semblent être caractérisés par un considérable respect, du moins apparent, pour les règles démocratiques, par un certain degré de confiance dans le peuple, par le désir d'éliminer les disparités économiques existant dans le pays, par une immense admiration pour le Président Nyerere; en même temps on y retrouve aussi une claire propension latente à l'autoritarisme, un certain degré d'anomie et une insuffisante compréhension, et parfois une nette opposition, des principes du « socialisme africain » (les entrevues ont eu lieu avant 1967 et pourtant ne tiennent pas compte des éclaircissements de la Déclaration d'Arusha).

Le quatrième et le cinquième chapitre analysent les détails du rôle des parlementaires et des hauts fonctionnaires de

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 09:32:10 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Where this work is lacking is in the perspective in which the conclusions are drawn: as it is often the case for specialized surveys, too little is said about the weight of this limited sample in the national agricultural context. This is a datum of relevance if support has to be given to the authors' conclusions about alternative ways of agricultural development. Furthermore, these conclusions should not be based on merely economic calculations of efficiency: the issue is the political choice among alternative ways through which the resource allocation process has to be performed, keeping in mind their implications on all aspects of social life.

Mario Masini

RAYMOND F. HOPKINS, *Les rôles politiques dans un nouvel état. Les premières dix années de la Tanzanie.* New Haven and London, Yale University Press, 1971 (en anglais).

L'Auteur se propose d'analyser le système politique de la Tanzanie à travers l'étude du comportement de son élite politique; la recherche se base sur une vaste documentation empirique élaborée selon les principes théoriques de l'analyse sociologique des rôles. Notamment, l'Auteur se proposait, à l'origine, d'étudier les conflits entre les rôles qui peuvent se manifester dans un climat de changements politiques et sociaux. Cependant, en considération des événements qui eurent lieu après la compilation de ces données, l'Auteur même croit qu'il a plutôt contribué à illustrer le processus d'institutionalisation de règles et modèles de comportement nouveaux dans un pays d'indépendance récente.

L'oeuvre est divisée en sept chapitres. Les deux premiers ont un caractère introductif et traitent l'un de l'évolution du système politique et économique de la Tanzanie du point de vue de la présence de conflits et d'éléments d'instabilité, et l'autre de la définition des principes théoriques et méthodologiques fondamentaux qui sont à la base de la recherche.

Dans le troisième chapitre, on trouve une analyse générale des caractères et des attitudes de l'élite politique de la Tanzanie d'où l'on tire une image assez significative: un membre typique du Parlement ou un haut fonctionnaire du gouvernement semblent être caractérisés par un considérable respect, du moins apparent, pour les règles démocratiques, par un certain degré de confiance dans le peuple, par le désir d'éliminer les disparités économiques existant dans le pays, par une immense admiration pour le Président Nyerere; en même temps on y retrouve aussi une claire propension latente à l'autoritarisme, un certain degré d'anomie et une insuffisante compréhension, et parfois une nette opposition, des principes du « socialisme africain » (les entrevues ont eu lieu avant 1967 et pourtant ne tiennent pas compte des éclaircissements de la Déclaration d'Arusha).

Le quatrième et le cinquième chapitre analysent les détails du rôle des parlementaires et des hauts fonctionnaires de

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 10:08:52 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

l'état et se terminent par quelques principes généraux de comportement qui semblent être devenus institutionnels dans la pratique politique de la Tanzanie. Ces règles semblent relever de l'opportunité de jouer un rôle actif et constructif dans le pays et dans le parti, de l'exigence d'une collaboration entre les hommes politiques et les fonctionnaires dans la phase préparatoire des décisions, de la nécessité d'une application fidèle et loyale des décisions, laissant tomber tout contraste.

Le sixième chapitre est particulièrement intéressant puisqu'il analyse le rôle du Président de la République, tel qu'on peut le construire à travers la personne et le comportement de Julius Nyerere; on identifie le fondement de sa politique dans la fusion de trois facteurs: la fermeté et l'air d'autorité dans son mandat, le remarquable degré d'indépendance dans les décisions, le respect de la légalité et des règles démocratiques.

Le dernier chapitre enfin comprend quelques considérations conclusives sur le degré d'institutionalisation des rôles et sur le type de culture politique qui semble s'être formé en Tanzanie. L'Auteur croit que la stabilité et la démocratie, nécessités préalables pour qu'on puisse parler de développement politique, trouvent dans le pays une place remarquable et toujours croissante, supérieure à celle qu'on peut retrouver ailleurs dans les pays de récente indépendance. Cependant, il ajoute que la Tanzanie ne peut être considérée comme un pays complètement démocratique et que l'on peut relever de nombreux éléments d'instabilité et notamment: la définition du rôle du président trop étroitement liée au nom de Nyerere, le remarquable degré d'autoritarisme latent à tous les niveaux et finalement la possibilité d'un conflit entre l'élite et le reste du pays, c'est-à-dire le risque de la formation d'une culture politique moderne détachée de la culture traditionnelle.

Dans l'ensemble, le livre d'Hopkins est intéressant surtout pour la documentation de base d'où il est issu et qui est considérable, minutieuse, riche de détails significatifs et parfois même curieux, bien que les entrevues aient toutes été faites avant 1967 et élaborées ensuite: il aurait été convenable de contrôler les résultats de la recherche après trois ou quatre ans afin de voir si et comment les profonds changements dans le milieu politique et économique avaient modifié les caractères institutionnels de la culture politique du pays. Un problème de la Tanzanie d'aujourd'hui est certainement le comportement de l'élite qui risque de compromettre la réalisation de la ligne politique exprimée dans la Déclaration d'Arusha. En ce sens le livre d'Hopkins, tout en saisissant l'importance du problème, n'est pas à même de donner des indications valables ou d'expliquer les raisons d'une possible comportement « antinational » d'une partie de la classe dirigeante.

La critique fondamentale qu'on peut faire à l'Auteur est qu'il a davantage réussi à appliquer certaines théories sociologiques au cas de la Tanzanie qu'à contribuer à une meilleure compréhension de la réalité de ce pays et de l'expérience difficile qu'il vient d'entreprendre.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 10:08:52 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

On a l'impression que l'Auteur a considéré la situation du dehors, en termes « eurocentriques », c'est-à-dire sur la base de critères et de principes qui sont typiques des pays développés et qui pourtant ne peuvent être automatiquement et immédiatement appliqués à un milieu différent. C'est pourquoi l'Auteur ne réussit pas à aller plus loin que l'énonciation de quelques règles de comportement institutionnalisées, dans l'ensemble très générales et superficielles, et surtout ne réussit pas à nous donner une idée des raisons historiques qui ont fait naître ces règles telles qu'elles sont aujourd'hui, ni du procès de formation de la culture de la classe dirigeante et du rapport entre cette culture et la culture nationale traditionnelle du pays.

Clara Caselli

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 10:08:52 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Signed articles do not necessarily reflect the opinion of the Bulletin or of its Editors, and no responsibility is accepted for them. Some of the data contained in the Bulletin are taken from unofficial sources and Editors are in no way responsible for them.

All communications regarding the Bulletin and inquiries on economic matters, etc., should be addressed to the Centre for financial assistance to African Countries, as follows:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italy)

In all correspondence concerning changes of address, missing numbers, etc., reference should be made to the mailing number printed on the top right-hand corner of the stencilled address.

Les articles portant signature ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Bulletin ou bien de la Rédaction et toute responsabilité est déclinée pour ceux-ci. Quelques-unes des données contenues dans le Bulletin proviennent de sources non officielles et la Rédaction n'est en aucun cas responsable.

Toutes communications regardant le Bulletin, toutes questions à propos de sujets économiques, etc., devront être adressées au Centre pour l'assistance financière aux Pays africains, comme suit:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italie)

Toute la correspondance ayant trait aux changements d'adresses, aux numéros manquants, etc., devra se référer au numéro imprimé en haut à droite de l'adresse estampillée.

RASSEGNA TRIMESTRALE
REGISTRATA PRESSO IL TRIBUNALE DI MILANO AL N. 102 DEL 27.3.1974
REDAZIONE: CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE
SERVIZIO STUDI E STATISTICA - VIA WITTGENS, 4 - 20123 MILANO
DIRETTORE RESPONSABILE: DOTT. GIOVANNI DE SIMONI
GRAFICA COMENSE - VIA PROVINCIALE PER LECCO, 30 - 22038 TAVERNERIO (COMO)

Reproduction allowed provided source is indicated. La reproduction des textes contenus dans ce bulletin est autorisée, pourvu qu'il soit fait mention de la source.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 11:12:01 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms



This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 11:12:01 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms